

La valse des étiquettes politiques

Les « éditocrates » en ont décidé ainsi : le label désormais adapté au PS n'est plus « socialiste », mais, depuis la conférence de presse tenue par François Hollande le 14 janvier 2014, « social-démocrate » (en dépit – ou à cause ? – du flou associé à la sédimentation des significations attachées à la « social-démocratie »¹). Selon Natalie Nougayrède, directrice du *Monde*, il s'agit là d'un parti pris de « clarté politique », d'un « choc de réalisme » associé à l'annonce de « la fin des illusions économiques et idéologiques », qu'elle rapproche du « choix de la rigueur » imposé par François Mitterrand en 1983². Pour plus de clarté encore, mieux vaudrait d'ailleurs dire que la longue marche vers la droite entreprise par le PS en 1983 a fini par l'y conduire, de sorte que la « droite UMP » est aujourd'hui confrontée à la difficulté de devoir se démarquer de la « droite PS » et qu'au sein du Front de gauche se pose avec un

GÉRARD MAUGER

peu plus d'acuité encore la question de la reconduction des alliances électorales avec « la droite PS ».

Lutte des classes et « luttes sociétales »

Pour tenter de clarifier les opérations de classement et de reclassement en cours dans le champ politique français et le brouillage qu'elles induisent de l'opposition droite/gauche qui structure à la fois le sens commun politique et le sens commun savant des politologues, il semble qu'il faille distinguer deux « fronts ». Sur celui de « la lutte des classes », le PS s'aligne désormais explicitement sur le MEDEF, de sorte que l'UMP semble n'avoir pas d'autre possibilité, pour s'en distinguer, que de mettre en doute la réalité de ce revirement³. Sur celui des luttes dites « sociétales »⁴, le PS

1. « François Hollande n'est évidemment pas social-démocrate », écrit par exemple, Denis Sieffert (« Le défi lancé à la gauche », *Politis*, 23 janvier 2014). « Si la bataille d'étiquetage est toujours importante en politique, note Remy Lefebvre, elle participe cette fois surtout de la confusion sémantique à partir d'un mot usé dans son acception française » (cit. in « "Social-démocrate", Hollande ? Non ! », *Politis*, 23 janvier 2014).

2. Natalie Nougayrède, « Surmonter les peurs, sortir du déni », *Le Monde*, 8 février 2014.

3. Il faut évidemment beaucoup de naïveté ou de duplicité pour voir dans cet alignement une rupture plutôt qu'une inflexion.

4. Sur ce sujet, cf. Gérard Mauger, « De « l'homme de marbre » au « beauf ». Les sociologues et « la cause

qui s'en est fait l'un des porte-parole (en les interprétant comme des luttes contre les « discriminations » de toutes sortes sur fond de mythologie de « l'égalité des chances » et d' « idéologie méritocratique ») est aujourd'hui confronté à une réaction conservatrice protéiforme (antiféministe, raciste, homophobe, etc.). De sorte que l'UMP se divise entre alignement sur le PS (au risque d'une totale confusion entre « droite UMP » et « droite PS ») et alignement sur la réaction (au risque de confusion avec l'extrême-droite) et que le Front de gauche se voit confronté aux injonctions contradictoires d'avoir à défendre le PS sur le front des luttes dites « de société » et à le dénoncer sur celui de la lutte des classes. Et c'est ainsi que François Hollande, en dépit d'une impopularité record, peut espérer être réélu en 2017, en comptant sur l'abstention massive d'électeurs des classes populaires (définitivement dissuadés de toute participation au jeu politique), sur l'épouvantail de l'extrême-droite, sur les divisions de la droite et sur le désarroi de ce qui reste de « la gauche » : en quoi Natalie Nougayrède croit deviner « sous l'allure débonnaire du président "normal" [...] une pratique du pouvoir et de ses jeux aussi complexe, dissimulée et florentine que celle de son prédécesseur »⁵.

Désorientations et luttes de classement à droite

« Le pacte de responsabilité ? Je dis chiche ! », lance Frédéric Lefebvre⁶. « Si François Hollande passe aux actes, évi-

demment que je le soutiendrai », assure Jean-Pierre Raffarin⁷. Pour François Bayrou, le chef de l'État « s'est placé verbalement dans la ligne de la politique réformiste que la situation de la France exige »⁸ et Jean-Louis Borloo se déclare « prêt à soutenir des réformes difficiles »⁹. Bruno Le Maire invite François Hollande à « passer de la parole aux actes »¹⁰ et Le Figaro salue « un vaste et intelligent programme »¹¹. Comment, dans ces conditions, l'UMP peut-elle encore se démarquer du PS ? Telle est la question que pose, par exemple, François Baroin (député UMP de l'Aube) qui ne trouve rien de plus à signaler que des écarts supposés de « style » dans l'exécution de la même politique : « Hollande applique la politique de Sarkozy avec moins de talent », dit-il¹². Eric Woerth constate que le pacte de responsabilité « correspond au programme de Nicolas Sarkozy »¹³ et suggère à François Hollande d'adhérer à l'UMP¹⁴. Ainsi peut-on comprendre que 73 % des Français soient convaincus que « les notions de droite et de gauche ne veulent plus rien dire »¹⁵. Restent alors deux possibilités pour l'UMP. Soit tirer les conséquences

7. Cit. in « L'UMP embarrassée par le virage de M. Hollande », *Le Monde*, 8 janvier 2013.

8. Cit. in « Le coup de poker de François Hollande », *Le Monde*, 17 janvier 2014.

9. Cit. in *Le Monde*, 17 janvier 2014.

10. Bruno Le Maire, « François Hollande doit vite passer de la parole aux actes », *Le Monde*, 16 janvier 2014.

11. « 2014 : l'odyssée du président ? », *Le Figaro*, 5 janvier 2014.

12. Le grand rendez-vous Europe 1, *Le Monde*, I-Télé, « Hollande applique la politique de Sarkozy avec moins de talent », *Le Monde*, 11 février 2014.

13. Cit. in « L'UMP embarrassée par le virage de M. Hollande », *Le Monde*, 8 janvier 2013.

14. Cf. « Deux stratégies s'opposent à l'UMP », *Le Monde*, 17/1/2014.

15. Cit. in « Une politique de coalition sans coalition », *Le Monde*, 22 janvier 2014.

des classes populaires » », *Savoir/Agir*, n° 26, décembre 2013, p. 11-16.

5. *Ibid.*

6. Cit. in « François Hollande en héros libéral tourneboule la droite », *Marianne*, 11-17 janvier 2014.

de cet alignement du PS sur l'UMP et négociateur, comme en Allemagne, un programme commun avec la « droite PS »¹⁶ : « à l'image de la CDU et du SPD en Allemagne, le président de la République prépare-t-il une future grande coalition sociale démocrate française ? », s'interroge-t-on au *Monde*¹⁷. Soit se démarquer du PS sur les « questions sociétales » quitte à devoir s'aligner sur le FN : c'est le parti pris par Jean-François Coppé qui, dénonçant hier l'arrachage de pain au chocolat, pourfend aujourd'hui « la théorie du genre »¹⁸.

Désorientations et luttes de classement à gauche

Certes, il se trouve quelques députés isolés au sein du PS pour renâcler contre le « Pacte de responsabilité » (trente milliards d'euros d'exonération de cotisations familiales). Soit pour douter des « contreparties » : « nos militants [...] voient bien que ce n'est pas du donnant-donnant et que le MEDEF est entrain d'imposer ses vues »¹⁹. Soit pour opposer à la politique de l'offre une « relance par la demande »²⁰. Soit encore, sur le front des « luttes sociétales », pour dénoncer « la capitulation de trop »²¹ qui a conduit le gouvernement Ayraut à renoncer

au projet de loi « Famille » : « voilà que, même sur le terrain sociétal, où [la gauche de gouvernement] avait jusqu'ici quelque mérite, elle abandonne la rue aux nostalgiques de l'Ancien Régime », écrit Denis Sieffert²². L'existence précaire de cette « aile gauche du PS » permet de continuer à croire – contre l'évidence – que François Hollande aurait pu mener une autre politique ou qu'il pourrait « changer de cap »²³.

Mais c'est au sein du Front de gauche que la désorientation est à son comble face au reclassement explicite « à droite » du PS. Comment le PCF peut-il persister dans son alliance électorale dès le premier tour avec le PS aux élections municipales à Paris et dans 18 sur 40 des villes de plus de 100 000 habitants²⁴, alors même que la couverture de *L'Humanité* du 15 janvier 2014 titrait la photo de François Hollande à la tribune de sa conférence de presse : « Moi commis du patronat », le même jour en page 2, « Libéralisme : François Hollande tombe le masque » et, le lendemain, « Denis Kessler en rêvait, Hollande le fait »²⁵ ? Une interprétation charitable peut y voir un effet de la nostalgie de l'« Union de la gauche » ou de la « Gauche plurielle » qui ont pourtant précipité sa perte, une conséquence de l'espoir chimérique (entretenu pas l'existence d'une gauche du PS²⁶) de peser en

16. Les grandes coalitions de ce genre se multiplient en Europe : cf. « En Europe, le clivage gauche-droite s'estompe », *Le Monde*, 9 janvier 2014.

17. « Le coup de poker de François Hollande », *Le Monde*, 17 janvier 2014.

18. Quant à François Fillon qui affirmait en septembre 2013 qu'il n'excluait pas d'apporter sa voix à un candidat FN, il s'était alors attiré les foudres d'Alain Juppé et de Jean-Pierre Raffarin (cf. « L'UMP gagnée par la panique », *Le Monde*, 17 septembre 2013).

19. Marie-Noëlle Lienemann, cit. in « La fronde de l'aile gauche du Parti socialiste », *Le Monde*, 9-10 février 2014.

20. Emmanuel Maurel, *ibid.*

21. Cf. Denis Sieffert, « La capitulation de trop », *Politis*, 6 février 2014.

22. *Ibid.* « La question est de savoir si la dérive libérale que l'on observe chez Hollande dans le champ économique vaut également au plan culturel », s'interroge Laurent Bouvet, professeur de science politique (cit. in « François Hollande, la synthèse sociale-libérale », *Le Monde*, 9 janvier 2014).

23. Cf. « La mise en garde de l'aile gauche du PS à M. Hollande », *Le Monde*, 11 février 2014.

24. Cf. « Dispersion des forces », *Politis*, 30 janvier 2014.

25. *L'Humanité*, 16 janvier 2014.

26. Cf. « L'unité du PS se fissure sur le pacte Hollande-MEDEF » (*L'Humanité*, 11 février

faveur d'un « changement de cap »²⁷ ou encore un écho du « communisme municipal »²⁸, quitte à devoir « dénationaliser » des élections municipales réduites à leur dimension locale et à s'exposer ainsi au soupçon de « crétinisme municipal »²⁹. Une interprétation moins bienveillante ne peut manquer d'y voir le souci de sauvegarde d'un « appareil » perçu comme une « fin en soi » ou un effet de « la lutte des places » menée par un personnel politique plus soucieux de ses propres intérêts à court terme que de « la cause » des classes populaires dont il se prétend le porte parole. Quoi qu'il en soit, cette alliance électorale à géométrie variable met clairement en évidence « la lutte entre les deux voies » au sein du PCF.

Quelles conclusions politiques peut-on tirer de ces luttes de classement ? Si le PS est un parti de droite comme un autre, un simple souci de clarté doit conduire la « gauche de gauche » à récuser toute alliance avec lui. Mais, il est vrai qu'il se démarque de l'extrême droite et d'une partie de la droite qui s'y rallie sur le front des « luttes sociétales » : le PS n'est ni antiféministe, ni raciste, ni homophobe. On peut y voir une bonne raison de continuer à pratiquer la tradition du « désistement républicain ». En fait, la question posée est celle des rapports

entre le front de la « lutte des classes » et celui des « luttes sociétales ». On peut, en effet, considérer avec Jean-Claude Michéa³⁰ que « le “bon” libéralisme politique et culturel »³¹ et le “mauvais” libéralisme économique » ont partie liée ou, avec Walter Ben Michaels³², que « la volonté d'en finir avec le racisme et le sexisme »³³ est « tout à fait compatible avec le libéralisme économique »³⁴ et que « la promotion de la diversité ne doit pas devenir un écran de fumée servant [...] à occulter la question sociale »³⁵. La question posée est celle d'une ligne « de gauche » sur le front des « luttes sociétales » : nous y reviendrons. ■

2014) et « L'envol de l'aile gauche au PS » (*L'Humanité*, 12 février 2014).

27. « 2014 : pourquoi Hollande doit changer de cap », traitait encore *L'Humanité* du 31 décembre 2013. Mais, quelques jours plus tard, Pierre Laurent concède qu'« il ne s'agit plus d'attendre de l'Élysée un changement de cap qui ne viendra pas » (« Face à la droite, rassembler pour recréer l'espoir », Supplément à *L'Humanité* du 12 février 2014).
28. Pierre Laurent y fait allusion dans ses vœux, « L'urgence d'un autre chemin », Supplément à *L'Humanité*, 15 janvier 2014.
29. Cf. Emmanuel Bellanger et Julian Mischi, « Le «communisme municipal» entre fierté et défiance », *La Revue du projet*, n° 29, 2013.

30. Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats, 2007.

31. « Défini comme l'avancée illimitée des droits et la libéralisation permanente des mœurs » (*ibid.*, p. 16).
32. Walter Benn Michaels, *La diversité contre l'égalité*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2009.
33. On peut ajouter l'homophobie.
34. *Ibid.*, p. 8.
35. Walter Benn Michaels, « La promotion de la diversité ne doit pas devenir un écran de fumée », *Mediapart*, 11 février 2014.